



# La Tchétchénie aujourd'hui : entre post-conflit et violences institutionnelles

*Anne Le Huérou & Aude Merlin ont notamment co-coordonné avec Amandine Regamey et Elisabeth Sieca-Kozłowski l'ouvrage *Chechnya at War and Beyond*, Routledge, 2014 et participent conjointement au projet européen « Exploring the Democracy-Security Nexus in the Caucasus » ([www.cascade-caucasus.eu](http://www.cascade-caucasus.eu)), dans lequel elles se concentrent sur la problématique des anciens combattants dans les situations de post-conflit. Elles sont par ailleurs toutes deux membres du comité de rédaction de la revue scientifique *Connexe*. Les espaces post communistes en question(s).*

*Anne Le Huérou est sociologue, maître de conférences en Etudes slaves à l'Université Paris Ouest Nanterre, Institut des Sciences sociales du politique (<http://isp.cnrs.fr/>), associée au CERCEC (<http://www.cercec.fr/>). Ses travaux portent sur la société russe contemporaine et plus particulièrement sur les différentes modalités de la violence. Dans ce contexte, elle mène de nombreuses recherches sur les conséquences des deux guerres de Tchétchénie sur la société russe et ses évolutions.*

*Aude Merlin est chargée de cours à l'Université libre de Bruxelles en Science politique, spécialiste de la Russie et du Caucase contemporains, membre du CEVIPOL ([www.cevipol.be](http://www.cevipol.be)). Ses recherches portent notamment sur le conflit tchétchène mais aussi sur les mobilisations identitaires et les situations de post-conflit au Caucase.*

Vingt ans après le début de la « première guerre de Tchétchénie », qui débuta le 11 décembre 1994 par l'entrée de 30 000 soldats russes dans cette petite République<sup>1</sup> qui avait déclaré unilatéralement son indépendance en novembre 1991, plusieurs événements témoignent de la persistance d'une situation d'instabilité et de violence.

L'attaque du 5 octobre 2014 contre un poste de police à Grozny, jour de l'anniversaire du chef de la République, Ramzan Kadyrov (né le 5 octobre 1976), puis celle du 4 décembre 2014 menée par des combattants à Grozny, qui ont fait plusieurs dizaines de morts, policiers et combattants confondus, sont venues rappeler que les groupes de combattants, même affaiblis, sont toujours à même de défier la pacification revendiquée par R. Kadyrov sur le territoire tchétchène.

Parallèlement, les attaques verbales, physiques et matérielles contre une des principales organisations de défense des droits de l'Homme encore présentes

sur le terrain, et son directeur Igor Kaliapine<sup>2</sup>, soulignent le caractère répressif du régime et l'impunité dont jouissent les forces de l'ordre.

Ces événements sont autant de motifs récurrents qui scandent l'histoire récente de la Tchétchénie, au moins depuis que la guerre a repris à l'automne 1999, communément appelée « deuxième guerre de Tchétchénie ». Ils ont trait tant à la situation sur place et à la manière dont s'est construit et se renforce localement un régime autoritaire très dur qu'à la manière dont la Tchétchénie n'en finit pas de refléter, souvent sur un mode amplificateur, des formes de discours et de pratiques politiques que l'on peut observer plus généralement en Russie.

Cette exacerbation du climat de violence témoigne de la nature du régime qui sévit en Tchétchénie et de l'installation au long cours d'une violence politique dans le contexte de post-conflit. Elle invite à s'interroger sur les modalités de l'enracinement de cette violence, et sur les transformations que la société tchétchène a subies du fait des deux guerres récentes.

<sup>1</sup> La Tchétchénie est officiellement une des entités fédérées de la Fédération de Russie. Elle a déclaré son indépendance, donc sa sécession, en 1991. Deux guerres russo-tchétchènes de très grande ampleur se sont déroulées sur son sol (1994-1996 ; 1999-2009, si tant est qu'il soit possible de dater la fin de la deuxième guerre, comme nous le rappelons dans la note 3). Les périodes de 1991-1994 et de 1996-1999 sont souvent considérées comme des périodes d'indépendance de facto de la Tchétchénie, dont se démarque radicalement la situation à partir de 2003 où la Tchétchénie rentre officiellement dans le giron russe.

<sup>2</sup> Après l'attaque du 4 décembre 2014, R. Kadyrov fait une déclaration mentionnant la responsabilité collective des membres des familles des combattants, et enjoint de brûler les maisons de ces familles. Plusieurs maisons ont été brûlées, ainsi que le local du Joint Mobile Group, groupe de défenseurs des droits humains coordonné par I. Kaliapine, après que ce dernier a demandé que soit vérifiée la légalité des assertions de R. Kadyrov.



## **I. D'un Etat en guerre à la délégation des violences : de la « tchéchéenisation » à la « kadyrovisation »**

Début 2015, la Tchétchénie n'est plus, depuis plusieurs années, en situation de conflit armé ouvert, mais faire ce constat ne préjuge pas pour autant d'une baisse du niveau de violence qui y règne et qui tient en étau tant la société que les institutions. Il est d'ailleurs difficile de dater de manière précise la fin des opérations militaires<sup>3</sup> et ce pour des raisons qui tiennent à la nature de la guerre elle-même et à la façon dont elle a été – ou non – qualifiée. Labellisé officiellement par les autorités russes entre 1994 et 1996 comme « rétablissement de l'ordre constitutionnel », dans une décennie marquée par la construction de l'Etat russe postsoviétique et les craintes d'un éclatement du territoire, le conflit devient dès 1999, toujours dans la phraséologie officielle russe, « opération antiterroriste » et puise un supplément de justification auprès de la communauté internationale dans ce qui devient après le 11 septembre la préoccupation majeure des Etats en matière de sécurité. Cette guerre, qui ne dit pas son nom, a pourtant fait des dizaines de milliers de victimes, morts, blessés, disparus... puis s'est muée au cours des années en une situation de violence chronique, de relativement basse intensité, alors que se construisait, avec l'entier soutien de Moscou, un pouvoir dictatorial sous la houlette de R. Kadyrov, redoublant de déclarations d'allégeance vis-à-vis du Président Poutine. Depuis 2004-2005, un transfert des opérations de maintien de l'ordre s'était opéré petit à petit vers des groupes armés tchéchéens loyaux à Moscou, impliqués dans la répression au fur et à mesure que se désengageaient les forces fédérales. Puis, ces détachements paramilitaires au statut flou et souvent en concurrence les uns avec les autres ont peu à peu été intégrés dans ce qui forme aujourd'hui le gros des effectifs du ministère de l'Intérieur de Tchétchénie. Cette évolution a donc conduit à la mise en place d'une force de police entièrement contrôlée par le chef de la République R. Kadyrov, aujourd'hui au service d'un double

objectif : lancer des opérations de repréailles en réponse aux attaques menées par des groupes de combattants ; faire de cette police une force de surveillance et de contrôle au service du projet politique de R. Kadyrov. L'impunité dont bénéficient les représentants de ce dernier, qui semblent échapper à toutes les lois de la Fédération de Russie<sup>4</sup> ne fait que rendre possible la poursuite de la violence et témoigne d'une absence totale d'Etat de droit en Tchétchénie.

De manière générale, l'« efficacité » de ce mode d'exercice du pouvoir autoritaire repose sur trois éléments principaux : l'intégration, souvent forcée par des amnisties sous contrainte, au ministère de l'Intérieur de nombreux ex-combattants dont la dénonciation et la répression des anciens frères d'armes constitue l'épreuve de loyauté majeure envers le régime ; une manne financière venue de Moscou, dont l'objectif a été de souder autour de la reconstruction une société épuisée par 15 années de guerre ou de chaos ; une entreprise de transformation de la société tchéchéenne autour d'une politique de « traditionalisation » s'appuyant fortement sur un islam aussi rigoriste que résolument orienté contre le « wahhabisme » auquel sont supposés appartenir les groupes rebelles.

Décimée par la guerre et l'exil, atomisée, en l'absence d'espace public et de la moindre alternative politique, comment la société tchéchéenne vit-elle cette situation de 'ni guerre, ni paix' ?

## **II. Traditions et islam au service du pouvoir**

Alors qu'il est difficile d'évaluer la démographie de la Tchétchénie actuelle – les estimations les plus courantes laissent penser que la population sur place serait d'environ 700 000 personnes –, la société tchéchéenne a fait l'objet de transformations en profondeur. La décimation produite par la guerre et l'exil massif de dizaines de milliers de Tchétchéens venus chercher refuge en Europe – où ils seraient environ 130 000 – sont évidemment très lourds de

3 Certains contributeurs de l'ouvrage *Chechnya at War and Beyond* coordonné par Anne Le Huérou, Aude Merlin, Amandine Regamey, Elisabeth Sieca-Kozłowski (eds), Routledge, 2014, expriment d'ailleurs des points de vue différents sur cette question, comme indiqué dans l'introduction.

4 Plusieurs cas sont évoqués dans l'ouvrage cité ci-dessus. L'importance des violences policières et l'impunité dont jouissent leurs auteurs sont des phénomènes récurrents en Russie, qui a toutefois connu une certaine évolution ces dernières années. La Tchétchénie semble sur ce point faire figure de bastion imperméable à toute logique d'« accountability ».



conséquences, auxquelles s'ajoutent les résultats délétères du vécu de la guerre et de la transformation de cette guerre en dictature. Atomisation des individus, délitement du lien social et de toute confiance possible, arbitraire de l'organisation économique et logiques de corruption sont des caractéristiques prégnantes de la société tchétchène actuelle, dans un contexte de reconstruction matérielle de la république dont les bénéficiaires prioritaires sont les cercles proches du pouvoir local.

Parallèlement à la reconstruction matérielle et aux logiques de « tchétchéenisation » des organes de sécurité évoquées plus haut, dont la double logique produit des effets profonds sur la société, le pouvoir s'emploie à mobiliser d'autres instruments, visant à assujettir la société qu'il considère comme devant être monolithique et ne faire qu'un avec lui. La tradition et l'islam font partie de ces instruments, qui touchent directement à des fondements de l'identité tchétchène ou à des pans de son énonciation.

La mobilisation de l'islam par R. Kadyrov n'est pas une surprise, au sens où il tente de se positionner et « occuper le terrain » dans un domaine qui fut de plus en plus revendiqué par la résistance indépendantiste tchétchène à partir du début des années 2000, puis qui devint l'enjeu discursif central du maquis après l'assassinat du président indépendantiste Aslan Maskhadov en 2005, culminant avec la proclamation de l'Emirat du Caucase en 2007. Ainsi, alors que l'Emirat du Caucase, structure transnationale ayant entériné la fin de tout projet d'indépendance tchétchène nationale et sécularisée, diffuse une rhétorique djihadiste à l'appui de son recrutement de combattants, l'enjeu est de taille pour le pouvoir tchétchène qui tente de se présenter comme le garant et le vecteur d'un « bon islam » qui serait l'islam soufi et non djihadiste, en opposition à un islamisme de terroristes djihadistes qualifiés de « chaitany » (« satanique »). Le contrôle des nominations d'imams, des constructions des mosquées, la mise sur pieds d'un « Centre de rééducation spirituelle », les mises en garde répétées contre les départs de combattants vers la Syrie et les interpellations de parents de supposés combattants, appelant les proches à empêcher leurs fils de rejoindre « la forêt », et, lors des attaques du 4 décembre 2014,

criminalisant les familles en recourant aux incendies de leurs maisons, s'inscrivent dans cette logique. L'amalgame opéré, en termes de responsabilité, entre individu ayant participé à une attaque, et membre(s) de sa famille, avait déjà été suggéré par le Procureur russe Vladimir Oustinov, en 2004, après la prise d'otages de Beslan (Ossétie du Nord), lorsque ce dernier avait tenté de rendre comptables des agissements de terroristes l'ensemble de leurs familles.

Cette approche holistique de la famille en termes de responsabilité peut avoir trait tant à la façon dont certains à Moscou perçoivent la société tchétchène dans sa dimension « traditionnelle », qu'à la façon dont des porte-parole tchétchènes participent de l'énonciation des fondements de cette société. Toujours est-il que le pouvoir tchétchène a largement accru son contrôle sur les comportements, allant de l'obligation pour les femmes de porter un voile dans les lieux officiels, institutions étatiques et administrations, à l'édiction d'un décret limitant la vente et la consommation d'alcool, en passant par l'interdiction des jeux d'argent, l'autorisation à avoir quatre épouses, l'introduction d'un « dress code » obligatoire à l'Université pour les jeunes étudiant-e-s, sans oublier l'obligation pour les fillettes dès l'âge de six ans de couvrir leur tête à l'école. L'atteinte à la dignité et à la liberté des femmes n'a fait que devenir plus saillante, tant dans l'encouragement que R. Kadyrov a formulé vis-à-vis des campagnes d'agression au pistolet à paintball contre celles qui ne portaient pas le foulard, que lorsqu'il a affirmé que les femmes devaient être vues comme la propriété des hommes, et a justifié les crimes d'honneur en cas de « mœurs légères ».

Ainsi le contrôle sur la société, sur fond de culte de la personnalité, tente-t-il de se légitimer par un recours à la « tradition » qui, dans les faits, assujettit encore plus la population au pouvoir. C'est là le caractère tortueux de la démarche : tout en revendiquant une loyauté à Moscou, le pouvoir tchétchène flatte une fibre nationale et identitaire à différents niveaux, n'hésitant pas, le cas échéant, à outrepasser le cadre législatif russe, avec le soutien et l'assentiment de Moscou.



## Anne Le Huérou & Aude Merlin: Tschetschenien heute: zwischen Nach-Konflikt und institutioneller Gewalt

Zwanzig Jahre nach dem ersten der zwei grossen Tschetschenienkriege (1994-1996; 1999-ca. 2009) zeugen die gewalttätigen Anschläge in Grozny von Oktober und Dezember 2014 noch immer von der Instabilität einer Region, die 1991 einseitig ihre Unabhängigkeit erklärt und partiell erreicht hatte und erst seit 2003 wieder als de facto Teil der Russischen Föderation betrachtet werden kann. Dass Tschetschenien offiziell gesehen nicht mehr im Kriegszustand ist, ist jedoch weniger auf einen Rückgang an Gewalt, als auf die seit 1999 geltende Bezeichnung des Konfliktes als „anti-terroristische Operation“ sowie auf die Zeit zwischen 2004 und 2005 zurückzuführen, als immer mehr Verantwortung in der Sicherheitsfrage tschetschenischen Paramilitärs übertragen wurde. Ramsan Kadyrow, aktuelles Oberhaupt der Republik, welcher diese Paramilitärs praktisch allein befehligt, lässt diese mit Verweis auf Kollektivschuld und entgegen jeder Rechtsstaatlichkeit straffrei Gewalt gegen die Familien von tschetschenischen Widerstandskämpfern verüben. Derweil legitimiert und festigt Kadyrow seine Macht durch einen Rückgriff auf eine rigoros islamische „Tradition“ Tschetscheniens, als deren Garant er sich sieht. Dieser Tradition, die von der Regierung als der „richtige“ Islam – sufischer Prägung – dargestellt wird und zugleich sehr konservative Elemente beinhaltet, setzt Kadyrow den dschihadistischen Islam der als „Wahhabiten“ verstandenen Widerstandskämpfer entgegen, die mit der Ernennung eines kaukasischen Emirates im Jahr 2007 endgültig keine national säkulare tschetschenische Unabhängigkeit mehr verfolgten, sondern eine transnationale muslimische Einheit. Derweil liegt das Eigentümliche an Kadyrows Strategie darin, dass er im vollen Einverständnis und mit Geldern aus Moskau einen gewaltvollen Weg nationaler Identitätsschaffung beschreitet und dabei nicht davor zurückschreckt, den russischen Gesetzesrahmen zu sprengen. Leidtragend ist die tschetschenische Bevölkerung, dezimiert von Verlusten in einem nicht offen ausgesprochenen Krieg, wie auch von Exil und verunsichert durch gegenseitiges Misstrauen sowie das Fehlen eines öffentlichen Raumes. Hinzu kommt, dass sich derzeit keine politischen Alternativen zeigen.

Genève, du 19 au 22 février 2015 :

## Festival LAYALINA - Syrie

Layalina, qui signifie « nos nuits » en arabe, est une initiative indépendante qui a pour ambition d'organiser chaque année à Genève des rencontres culturelles pluridisciplinaires autour d'une thématique liée au monde arabe tout en soutenant une organisation humanitaire et sociale active dans le monde arabe.



En 2015, le Festival Layalina amène ainsi « vos nuits » syriennes à Genève, en soutenant l'organisation « Coup de Pouce » pour la Syrie, une ONG genevoise qui vient en aide financièrement sur le terrain à des familles syriennes victimes du conflit, indépendamment de leur appartenance politique, religieuse ou communautaire. Notre programme fait appel à l'éveil des sens et propose un échantillon riche et varié de la production culturelle syrienne, comprenant :

### Cinéma

- La projection de films réalisés par des cinéastes syriens dont beaucoup sont rares et inédits en Suisse. Le public pourra découvrir une production qui s'étend des classiques des années 1980 jusqu'à des documentaires plus récents nés dans l'urgence du conflit.

### Atelier vidéo

- Un atelier vidéo organisé avec les réfugiés syriens de Genève dont les créations seront projetées durant le festival et suivies d'un débat public.

### Littérature

- Des rencontres littéraires, l'une sous forme de lecture-spectacle, et l'autre de table-ronde en présence d'écrivains et spécialistes de la littérature syrienne contemporaine.

### Cuisine

- Des ateliers cuisine animés par des réfugiés syriens qui vous donneront l'opportunité de mettre la main à la pâte. Au terme de ces ateliers, il ne vous restera plus qu'à déguster le fruit de votre travail!

### Musique

- Des concerts de musique syrienne traditionnelle et contemporaine ainsi qu'une soirée électro.

### Tables rondes

- Des tables rondes autour du cinéma, de la littérature et de la problématique de l'intégration des réfugiés.

Plus d'informations : [layalina-festival.ch](http://layalina-festival.ch) et [www.facebook.com/layalinafestival](https://www.facebook.com/layalinafestival)

Genève 6 – 7 mars 2015

## Barbe et barbus.

**Symboliques, rites et pratiques du port de la barbe dans le Proche-Orient ancien et moderne.**

<http://www.saqw.ch/fr/sqmoik/actuel.html>

*Le port de la barbe intéresse à plus d'un titre les cultures anciennes du Proche-Orient, et de nos jours encore, glabres et barbus expérimentent, notamment dans le cadre des cultures musulmanes, arabes ou juives, que l'ostentation des pilosités demeure un signe identitaire fort. Pour l'intelligence de ce thème, qui veut s'inscrire dans une approche genrée (vers le masculin), il importe également de comprendre, de façon plus large, certaines pratiques de la pilosité (tressage, rasage), attestées également dans le domaine du féminin. C'est donc à ce programme, autour de la barbe, des barbues, des glabres, divins ou humains, dans une perspective historique et sensible à l'anthropologie, que nous convions les spécialistes désireux de développer cette problématique.*

Ce colloque est organisé par l'unité d'histoire des religions, l'unité d'assyriologie et l'unité d'arabe (unige), la SSPOA (Société suisse pour l'étude du Proche-Orient ancien) et avec la participation de la SGMOIK/SSMOCI.

### Intervenants :

*Proche-Orient moderne (6 mars)*

Thomas BAUER  
Peter DOVE  
Bruce FUDGE  
Thomas HERZOG  
Christian LANGE  
Sivia NAEF  
Christoph RAMM

*Proche-Orient ancien (7 mars)*

Misgav HAR-PELED  
Margaret JAQUES  
Alice MOUTON  
Rune NYORD  
Anne-Caroline RENDU  
Youri VOLOKHINE

### Bärte und Bärtige.

*Symbolik, Riten und Praxis des Bartragens im Alten und Neuen Orient. Internationales wissenschaftliches Kolloquium, Genf, 6.-7. März 2015. Weitere Informationen: <http://www.saqw.ch/sqmoik/actuell.html>*



## Islam in Osteuropa

### Themendossier der Zeitschrift

#### *Religion & Gesellschaft in Ost und West*



*Religion & Gesellschaft in Ost und West* informiert jeden Monat in deutscher Sprache über aktuelle Themen und Ereignisse in den **Kirchen und Religionsgemeinschaften in Ost-, Ostmittel- und Südosteuropa.**

Ein besonderes Augenmerk gilt dabei dem **ökumenischen und interreligiösen Dialog.**

Analysen zu politischen, gesellschaftlichen und kulturellen Entwicklungen der einzelnen osteuropäischen Länder bieten zudem wertvolle Hintergrundinformationen.

Bestellen Sie das Themendossier zu CHF 10.- (zzgl. Versandkosten) über [www.g2w.eu](http://www.g2w.eu) oder beim

**Institut G2W · Birmensdorferstr. 52 · Postfach 9329 · CH-8036 Zürich**

**Tel.: + 41 44 342 18 19**

[g2w.sui@bluewin.ch](mailto:g2w.sui@bluewin.ch)